

# Parcours historique du Parti des Forces Populaires

## Phase de la construction du champ politique marocain

1944

(11 janvier) : Manifeste de l'Indépendance. (Abderrahim Bouabid et Mehdi Ben Barka signataires du Manifeste).

Le Sultan Mohammed Ben Youssef s'allie au Mouvement National dans la perspective de la libération du Maroc et de l'instauration d'un régime monarchique constitutionnel démocratique.

Création du Parti de l'Istiqlal.

1955

Une délégation du mouvement national dirigée par Abderrahim Bouabid et Mehdi Ben Barka négocie les accords pour l'indépendance du Maroc et Le Retour du Roi d'exil.

Adoption du choix de l'option monarchique constitutionnelle et démocratique.

1956

Création du Conseil national consultatif par Dahir et Mehdi Ben Barka le dirige pour une période de trois ans.

11 janvier 1959

Il était prévu de convoquer un congrès général du Parti de l'istiqlal pour la première fois depuis l'indépendance, trois ans après la tenue du Congrès extraordinaire, qui avait eu lieu immédiatement après le retour du roi d'exil à la fin de 1955.

La crise au sein du Parti de l'istiqlal a éclaté en raison de divergences sur les moyens à mettre en œuvre pour construire le Maroc indépendant, ainsi que des divergences sur le traitement politique des rapports avec le roi et la nécessité de la répartition des tâches entre le gouvernement et l'institution Royale.

25 janvier 1959

Des congrès régionaux déclarent leur indépendance du Comité exécutif du Parti de l'istiqlal.

Les agences de presse annoncent la nouvelle de la démission de Mehdi Ben Barka du Comité exécutif du Parti de l'istiqlal. Ainsi démarra le «Soulèvement du 25 Janvier»

6 septembre 1959

Tenue du congrès constitutif de l'Union Nationale des Forces Populaires à Casablanca, résultat naturel des conflits entre les composantes du Parti de l'istiqlal, qui élira Allal El Fassi à sa tête en Janvier 1960, après l'éviction de Ahmed Balafrej, fondateur du parti, et des comités régionaux autonomes du parti de l'Istiqlal menées par Mehdi Ben Barka.

Formation d'un gouvernement dirigé par Abdallah Ibrahim, membre du Secrétariat national de l'Union Nationale des Forces Populaires, gouvernement qui comptait Abderrahim Bouabid en tant que Vice Président du Conseil et Ministre de l'Economie et des Finances.

Interdiction du journal Attahrir et arrestation de son directeur Mohamed Basri et son rédacteur en chef Abderrahman Youssoufi, et déclenchement de ce que la presse française a décrit comme étant la première expérience des rapports de force au Maroc après l'Indépendance.

Janvier 1960

Généralisation de la campagne d'arrestations dans les rangs de la résistance dont des fondateurs du Parti des Forces Populaires, qui coïncide avec le démantèlement de l'Armée de Libération dans le Sahara marocain.

Mehdi Ben Barka quitte le Maroc vers la Tunisie pour assister au deuxième congrès des peuples africains, il ne reviendra au Maroc qu'après deux ans et trois mois d'un exil forcé.

Mars 1960

Ahmed Réda Guédira (proche du prince héritier) affirme dans un éditorial paru dans le journal « Les phares » que « les résistants détenus étaient en train de préparer un complot visant à assassiner le prince Moulay Hassan ».

Mai 1960

Destitution du gouvernement d'Abdallah Ibrahim et l'UNFP dans l'opposition.

Dans la même année, organisation des élections municipales et victoire écrasante de l'UNFP dans les villes, et en particulier les villes situées sur la côte atlantique.

Juin 1960

La justice juge que les informations sur le complot qui visait le Prince Héritiers étaient non fondées. Abandon des poursuites et amnistie royale, les résistants ont été libérés à l'occasion de l'Aïd al-Adha.

Au début de l'automne 1960, le Conseil Constitutionnel éclate, cette institution était boycottée par l'UNFP dans le cadre de sa campagne contre les choix politiques qui ont suivi la destitution du gouvernement Abdallah Ibrahim, qui avait mené une campagne nationale pour le retrait des troupes étrangères de notre pays.

26 février 1961

Décès du roi Mohammed V et le début d'une ère nouvelle dans laquelle Hassan II monte sur le trône du royaume.

Mars 1961

L'UNFP soumet un mémorandum au Cabinet royal pour l'orientation du pays vers une société responsable, dans le cadre de systèmes et d'institutions démocratiques ainsi que sur la base de la confiance du sommet dans la base plutôt que de se suffire de la confiance de la base dans le sommet.

### **Phase de la répression politique**

1962

L'Union Nationale des Forces Populaires (UNFP) tient son deuxième congrès National.

Décembre 1962

L'UNFP boycotte le référendum sur la Constitution et des positions similaires de la part du leader de la révolution du Rif Mohammed ben AbdelkKrim Al Khattabi ainsi que Sheikh al Islam el Faqih Mohammad Ben Larbi Alaoui.

Janvier 1963

L'Union Marocaine du Travail tient son congrès national à Casablanca, Omar Benjelloun, en tant que membre de l'organisation syndicale des postiers est empêché d'accéder dans la salle du congrès, parce que Omar était le premier à dénoncer les alliances de la centrale syndicale avec le ministère de l'Intérieur, il a été pourchassé et torturé pas loin de la salle du congrès.

20 mars 1963

Dans cette atmosphère de tension entre les composantes des forces populaires, une conférence de presse est tenue à Casablanca pour annoncer la création du «FDIC" ou front pour la défense des institutions constitutionnelles, un parti qui récoltera la majorité des voix lors des élections du 17 mai 1963.

### **Élections législatives: Première législature.**

Élection des dirigeants de l'Union nationale des forces populaires dans les premières élections législatives qui ont eu lieu au Maroc, y compris Abderrahim Bouabid et Mehdi Ben Barka.

Mai 1963

La campagne électorale a démontré la forte présence du parti des forces populaires sous la direction de Mehdi Ben Barka, Abderrahim Bouabid, Abderrahmane Youssoufi et Omar Benjelloun, ce qui a augmenté l'état de colère des dirigeants, qui ont déclenché une vague d'arrestations dans les rangs de l'UNFP (y compris Abderrahmane Youssoufi), vague supervisée par le directeur de la Sûreté Mohamed Oufqir qui semblait à l'époque se préparer à une étape où il deviendra le deuxième homme de l'Etat après qu'il ait été nommé Ministre de l'Intérieur en Août 1964.

14 mars 1964

Des peines de mort sont annoncées à l'encontre de Mehdi Ben Barka, Fkih Basri et Omar Benjelloun et à la prison avec sursis à l'encontre de Abderrahman Youssoufi et l'innocence pour Hassan

Safieddine (Al Aaraj), après que le tribunal ait considéré qu'ils étaient la tête pensante responsable de la «conspiration».

Parallèlement à tout ça, Le Roi Hassan II préparait une ouverture en direction de l'UNFP, avec l'envoi d'un émissaire royal l'année suivante (1965) à Mehdi Ben Barka en Allemagne, bien qu'il ait été condamné à mort à deux reprises, en 1963 et 1964.

23 mars 1965

Les élèves et les parents se soulèvent contre la décision du ministère de l'Éducation nationale d'interdire à de nombreux fils et filles de Marocains de continuer leur scolarité, Oufkir en tant que ministre de l'Intérieur, dirige une répression sanguinaire contre les manifestants en préparation du crime qu'il va exécuter à Paris, le crime de l'enlèvement et l'assassinat de Mehdi Ben Barka.

29 octobre 1965

Enlèvement et disparition de Mehdi Ben Barka à Paris.

Après la liquidation physique de Mehdi, les autorités marocaines ont d'abord montré de l'indifférence, malgré le fait que la victime est l'un des dirigeants du Mouvement de libération nationale et homme d'État qui a présidé Le Conseil National Consultatif durant trois années (1956-1959), conseil qui était une expérience préliminaire à une vie parlementaire véritable.

1966

Le Maroc entre en rupture avec la France "allié stratégique" en raison du crime de l'enlèvement et de l'assassinat de Mehdi Ben Barka, et le général de Gaulle conditionne le retour à des relations normales entre le Maroc et la France par l'éviction du Général Oufkir de toutes fonctions politiques et militaires.

1967

Oufkir condamné à la prison à perpétuité par la justice française dans l'affaire de l'enlèvement et l'assassinat de Mehdi Ben Barka.

Juin 1967

La défaite des armées arabes a eu son revers au Maroc, comme c'était le cas dans l'opinion publique au Moyen Orient, le Maroc a été secoué par de nombreuses initiatives de solidarité avec la question du peuple palestinien, l'Association marocaine pour le soutien de la lutte palestinienne qui réunit divers partis politiques et organisations nationales a été créée.

Tout au long de la période séparant l'enlèvement du martyr Mehdi Ben Barka à 1975, la marge des libertés démocratiques a été réduite et les campagnes de harcèlement et de répression se sont multipliées dans ce qu'on appelait les années de plomb et qui ont conduit à une diminution de la présence des forces populaires dans la scène politique nationale.

Après sa libération en 1968, Omar Benjelloun s'est intéressé, en plus de ses contributions à la réorganisation du parti, à la cause palestinienne, tant par sa présence active dans l'Association

marocaine pour le soutien de la lutte palestinienne qu'en supervisant l'hebdomadaire « la Palestine », qui été dirigé le regretté Mohamed Ouadie Al Assafi.

1970

### **Elections législatives: Seconde législature.**

La coordination entre l'Union Nationale des Forces Populaires et le Parti de l'Istiqlal s'est développée, et les deux partis ont appelé à voter «NON» à la constitution en Juillet, et ont créé le Bloc national en Septembre.

Octobre : ouverture d'un nouveau parlement sans la participation de l'Union nationale des Forces Populaires et du Parti de l'Istiqlal.

1971

Après le premier coup d'Etat manqué de Skhirat, Hassan II entame des consultations ouvertes avec le bloc national pour sa participation au nouveau gouvernement.

1972

30 juillet l'UNFP annonce la rupture de sa relation avec les dirigeants de l'Union marocaine du travail.

Adoption du choix de l'action politique démocratique.

L'échec de la deuxième tentative de coup d'Etat en Août, après l'échec de la mise en place d'un gouvernement national en Avril.

Dans la même année, l'Union Nationale des Forces Populaires, revendique la création d'une Assemblée Constituante par le biais d'élections générales directes.

Janvier 1973

Début des opérations de redéploiement des appareils sécuritaires, qui coïncident avec l'envoi de colis piégés à deux membres de la direction de l'UNFP: Omar Benjelloun, qui a su comment se débarrasser du colis meurtrier à Casablanca, alors que Mohamed Elyazghi a failli perdre la vie à Rabat quand un paquet a explosé dans ses mains.

Mars 1973

Après l'intrusion d'éléments armés en provenance d'Algérie, une autre campagne d'arrestations a touché le parti, ce qui a été le prélude à l'interdiction des activités du parti, et un grand nombre de ses militants ont été déféré devant le tribunal militaire de Kenitra, où ils ont été inculpés pour troubles à l'ordre public.

Août 1973

Le Tribunal militaire de Kenitra déclare l'innocence des dirigeants de l'UNFP (Omar Benjelloun, Mohamed Elyazghi, Mostafa El Quarchaoui, Mohammed El Haloui, Mohammed Karam) mais malgré cette décision, ils ont été enlevés et placés dans des centres de détention secrets jusqu'au mois d'Août 1974.

Mars 1974

Réunion entre le roi Hassan II et Abderrahim Bouabid lors des célébrations de la fête du Trône, et déclenchement du processus pour la libération des militants incarcérés.

Juillet 1974

Le début de la campagne nationale pour la libération du Sahara marocain.

Abderrahim Bouabid participe au côté de la diplomatie marocaine à faire connaître la marocanité du Sahara.

Septembre 1974

Après la libération de Omar Benjelloun, Mohamed Elyazghi, et Mostafa El Quarchaoui, Abderrahim Bouabid préside une réunion du Comité central du parti pour annoncer la nouvelle appellation du Parti (Union socialiste à la place de Union nationale) et confirmer les prérogatives de la direction du parti à l'intérieur au lieu de laisser les camarades à l'étranger prendre des initiatives contradictoires.

Janvier 1975

Congrès extraordinaire, adoption de choix de lutte démocratique et élection de Abderrahim Bouabid Premier Secrétaire de l'USFP.

Juin 1975

Tenue du congrès constitutif du secteur féminin de l'USFP.

Décembre 1975

Assassinat de Omar Benjelloun à Casablanca, un des dirigeants fondateurs du Parti et de sa presse, et l'un des syndicalistes les plus en vue, par des membres de "la jeunesse islamique"

Création de la jeunesse USFP, trois jours après l'assassinat de Omar Benjelloun.

Mars 1976

Une réunion du Comité central de l'USFP tenue à Beni Mellal. Abderrahim Bouabid insiste sur la nécessité d'une démocratie régionale pour l'intégration des Provinces sahariennes dans l'intégrité du territoire national.

Novembre 1976

Un grand enthousiasme populaire avec la campagne électorale de l'USFP pour les communales suscitant la colère des responsables qui pariaient sur une faible présence de l'Union Socialiste des Forces Populaires.

Avril 1977

Deuxième Congrès National du secteur Féminin de l'USFP.

Juin 1977

### **Elections législatives: Troisième législature.**

Le Ministre de l'Intérieur Benhima admet que ce qui s'est passé lors des élections législatives est l'œuvre de la créativité du Secrétaire d'Etat Driss Basri, qui a supervisé la fraude.

8 décembre 1978

Tenue du Troisième Congrès National de l'Union Socialiste des Forces Populaires.

1981

Suite à l'augmentation faramineuse des prix des produits alimentaires de base, et à la tension sociale, une grève générale est déclarée pour le 20 juin, suivie d'une répression brutale, en particulier à Casablanca, de l'arrestation de plusieurs militants de l'Union Socialiste des Forces Populaires et de la Confédération Démocratique du Travail et de la fermeture des sièges du parti et du syndicat, et l'interdiction de la presse du Parti (Al Mouharrir et Libération) .

5 septembre 1981

Arrestation et incarcération de Abderrahim Bouabid, Mohamed Elyazghi et Mohamed Lahbabi en Septembre, suite au communiqué publié par le parti et qui souligne son opposition à l'organisation d'un référendum d'autodétermination dans le Sahara marocain. Et menace aux députés USFP de conséquences graves après leur retrait du parlement en application de la décision du parti.

1983

Deuxième Congrès de la jeunesse USFP.

Les élections Communales (Juin)

Abderrahim Bouabid ministre d'Etat sans portefeuille et Abdelwahed Radi ministre de la Coopération dans un gouvernement de coalition.

### **Phase de préparation et consolidation du dialogue**

1984

Abderrahim Bouabid soumet un mémorandum au roi dans lequel le parti s'oppose au programme d'ajustement structurel imposé au Maroc par le Fonds monétaire international (FMI) et propose une vision pour le sauvetage des finances publiques.

Déclenchement des événements de Nador et répression de la révolte populaire.

### **Élections législatives: Quatrième législature.**

Tenue du Quatrième Congrès National de l'Union Socialiste des Forces Populaires à Casablanca.

1987

Troisième Congrès nationale de la Jeunesse USFP.

1989

Tenue du Cinquième Congrès national de l'Union Socialiste des Forces Populaires et la revendication de révision de la Constitution.

### **Phase d'ouverture**

Octobre 1991

L'Union Socialiste des Forces Populaires et le Parti de l'Istiqlal présentent au Roi un mémorandum exigeant des réformes politiques et constitutionnelles, et l'instauration d'un équilibre entre les institutions.

Quatrième Congrès National de la Jeunesse USFP.

Janvier 1992

Décès de Abderrahim Bouabid, Abderrahmane Youssoufi lui succède en tant que Premier Secrétaire et Mohamed Elyazghi Premier Secrétaire-adjoint.

Troisième Congrès National du secteur féminin de l'USFP.

Septembre 1993

Mise en place du bloc démocratique entre l'Union Socialiste des Forces Populaires, le Parti de l'Istiqlal, le Parti du Progrès et du Socialisme et de l'organisation de l'Action démocratique et Populaire.

### **Elections législatives: Cinquième législature.**

Abderrahman Youssoufi quitte le Maroc après les manipulations qui ont caractérisé les élections indirectes.

Mars 1995

Echec d'une tentative de former un gouvernement d'alternance en Janvier, après la publication d'un communiqué officiel du Cabinet Royal, qui a estimé que le bloc démocratique brave les institutions sacrées en conditionnant sa participation au gouvernement par le départ de Driss Basri du Ministère de l'Intérieur.

Retour de Abderrahmane Youssoufi au Maroc.

10 juin: Retour Fkih Basri au Maroc.

1996

Organisation d'un référendum sur la constitution, qui comprend une partie des réformes qui répondent aux exigences de l'opposition et rétablit le système parlementaire à deux chambres.

1997

### **Élections législatives: Sixième législature.**

L'Union socialiste des Forces Populaire remporte la première place en nombre de sièges et de voix.

Abdelwahed Radi élu président du parlement.

### **Phase de l'alternance consensuelle**

Mars 1998

Le Roi charge Abderrahmane Youssefi de former un nouveau gouvernement, après le discours au parlement dans lequel il a déclaré à la classe politique (Octobre 1997) qu'elle ne doit pas laisser le Maroc exposé à la crise cardiaque, à la lumière de ce qui a été publié dans le rapport des institutions monétaires internationales sur la situation financière et économique du Royaume.

Cinquième Congrès nationale de la jeunesse USFP.

Juillet 1999

Décès de Hassan II et intronisation de Mohammed VI.

Novembre 1999

Révocation de Driss Basri.

Mars / Avril 2001

Tenue du Sixième Congrès National du Parti et élection Abderrahmane Youssefi Premier Secrétaire.

Juin 2001

Quatrième Congrès National du secteur fédéral féminin de l'USFP.

2002

Sixième Congrès de la jeunesse USFP.

### **Elections législatives: Septième législature.**

Organisation des premières élections du règne du nouveau roi, l'Union Socialiste des Forces Populaires remporte la première place, le roi met fin à la « méthodologie démocratique » en nommant Driss Jettou en remplacement de Abderrahmane Youssefi à la tête de l'exécutif.

2003

25 février: A Bruxelles, Abderrahmane Youssefi donne pour la première fois sa lecture de l'expérience de l'alternance et critique l'abandon de la « méthodologie démocratique ».

Démission de Abderrahmane Youssefi du Premier Secrétariat et de l'action politique.

2005

Tenue du Septième Congrès National du Parti et élection de Mohamed Elyazghi Premier Secrétaire.

2006

Intégration du Parti socialiste démocratique au sein de l'Union Socialiste des Forces Populaires.

Organisation de Congrès Régionaux pour la première fois dans l'histoire du parti.

Deuxième Congrès extraordinaire.

Cinquième Congrès Nationale du secteur féminin de l'USFP.

2007

Septième Congrès National de la jeunesse USFP.

### **Élections législatives: Huitième législature.**

Démission de Mohamed Elyazghi du Bureau Politique.

2008

Juin: Election de Nezha Chekrouni vice-présidente de l'Internationale socialiste.

Tenue du Huitième Congrès National et élection de Abdelwahed Radi Premier Secrétaire du parti

Abdelwahed Radi démissionne de son poste de Ministre de la Justice.

2009

Election de Abdelwahed Radi Président du Parlement.

Décembre 2010

Sixième Congrès National du secteur féminin.

### **Phase du retour à l'opposition**

2011

Déclenchement du Mouvement du 20 Février, avec la participation de la jeunesse de l'USFP.

Référendum et ratification de la Constitution du 1er Juillet 2011.

### **Elections législatives : Neuvième législature.**

Nomination de Abdelilah Benkirane Premier ministre.

L'USFP refuse de participer au gouvernement Abdelilah Benkirane.

2012

Août : Nezha Chekrouni réélue vice-présidente de l'Internationale Socialiste pour la deuxième fois, et élection de Wafa Hajji Présidente de l'Internationale Socialiste des femmes.

Décembre: Tenue du Neuvième Congrès National et élection de Driss Lachguar Premier Secrétaire.

2013

Janvier: Habib El Malki élu Président de la Commission Administrative Nationale de l'USFP.

Organisation d'un rassemblement populaire le 5 octobre et choix du 29 octobre comme date de commémoration de la journée de loyauté aux martyres de l'USFP.

2016

Présentation d'un mémorandum à Sa Majesté le Roi concernant les dérapages qu'a connu la campagne électorale.

2017

Avril : Nomination de Saad Dine El Otmani nouveau chef du gouvernement, et retour de l'USFP à la majorité gouvernementale.

Mai : Tenue du dixième Congrès National et réélection de Driss Lachguar comme premier secrétaire.

Election de Habib El Malki à la présidence de la chambre des représentants.

2018

Organisation d'une manifestation populaire à Oujda avec la participation de Abderrahman El Yousfi qui a lancé un appel aux dirigeants algériens pour l'ouverture des frontières.

2019

A l'occasion du soixantième anniversaire de la création de l'USFP : lancement de l'initiative de l'ouverture et la réconciliation, qui a été marquée par l'organisation d'une soirée commémorative grandiose ainsi que différentes activités à travers le Royaume dans le cadre des Forums Socialistes.